

« Je n'imagine pas qu'on se pose encore la question du départ de Stéphane Moreau. » **Dimitri FOURNY, député wallon cdH**

3 décrets wallons en préparation : la gouvernance des intercos, les rémunérations, la gouvernance des GRD.

Le monde politique divisé sur le sort de Moreau

Garder le boss de Nethys ou pas ?

Stéphane Moreau reste pour l'instant le patron de Nethys. Les arguments pour son maintien sont aussi nombreux que pour son départ.

● **Jean-Christophe HERMINAIRE et Martial DUMONT**

La journée de mercredi a montré à l'environnement : tout le monde n'est pas sur la même longueur d'onde quant au sort réservé à Stéphane Moreau chez Nethys. Écarté du conseil d'administration, faut-il désormais souhaiter son départ comme direc-

teur général de la société ?

Entre ceux qui veulent « le goudron et les plumes » immédiatement et ceux qui veulent prendre du temps pour lier le sort de Moreau à des études, aux résultats de l'entreprise et sa stabilité, le combat des arguments fait rage.

Il n'y a en tout cas pas pour l'instant d'unanimité, ni dans un

sens, ni dans l'autre.

L'occasion de passer en revue les divers arguments avancés par les uns qui estiment que l'enjeu n'est pas celui du futur d'un homme, mais bien d'une entreprise. Et les autres qui pensent, justement, que le futur de l'entreprise est lié au départ de son patron. ■

POURQUOI IL DOIT RESTER

« Un excellent patron »

Dans les travaux de la commission d'enquête Publifin, s'il est un point qui n'a guère été remis en cause, c'est la réussite économique qu'a été le développement du groupe Nethys. Que cette expansion se soit faite au détriment de certains intérêts communaux (notamment en termes de dividendes, encore que...) est une chose. Que la diversification ne soit pas très limpide, une autre. Mais l'expansion du groupe est bien palpable et Stéphane Moreau, avec ses 400 slides d'arguments, était venu à la commission pour la convaincre de cela. Sur ce point, le CEO de Nethys n'a pas été taclé. Et il a même été défendu, notamment par le ministre Marcourt ou par le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer, qui dit de lui : « C'est un excellent patron. Il a fait ce que nous souhaitons, c'est-à-dire mettre en place une entreprise à Liège, qui crée de l'emploi, qui développe de la valeur économique et qui est détenue par les pouvoirs publics. » Défendre ce modèle public de réussite économique est aussi un enjeu politique. ■

Des enjeux économiques

De l'étoile ALE, petite intercommunale liégeoise, à la galaxie Publifin, l'évolution tient du big bang : le groupe s'est investi dans la distribution d'énergie, l'éolien, la télédistribution, les médias, les assurances, le crédit... Le rapport d'activité de Nethys, c'est le catalogue Ikea. Nethys « c'est 3 000 emplois directs en Région wallonne et bruxelloise, et certainement 1 000 indirects. Un milliard de chiffre d'affaires l'an dernier. Sur les deux dernières années, nous avons créé 700 emplois et levé récemment 500 millions d'euros pour de nouveaux projets », défendait en pleine tourmente le trio d'administrateurs indépendants, d'ailleurs reconduit. « L'objectif n'est pas de démanteler le groupe, mais de définir le profil industriel de demain, pôle par pôle », juge Paul-Émile Mottard, président de Publifin. On évaluera métier par métier, sachant que dans l'énergie, la TV, la presse, le cheptel économique de Nethys, affaibli par l'affaire, est lorgné par quelques loups (dont ORES). Et qui mieux que le berger Moreau pour le défendre ? ■

Des parachutes trop dorés

Stéphane Moreau avait précisé en commission d'enquête ses juteux émoluments : « 593 000 € de salaire fixe annuel, plus 246 000 € de partie variable. » Avec, disait-il, deux ans de préavis. La commission avait, elle, mis en évidence un double contrat, d'indépendant et de salarié, qui fait que « l'administrateur-délégué dispose de deux indemnités de rupture ». Soit 5 ans et 2 ans. Bref : virer Moreau coûterait très cher. Certains y voient un « abus » suffisant pour rompre le contrat et « balayer » la crainte d'un licenciement trop coûteux, ou même seraient prêts à la saignée financière pour se débarrasser de l'ex-maïeur d'Ans. Mais d'autres – amis, alliés, obligés ou moins que cela – dans le cercle rapproché de la citadelle liégeoise, ne voient pas pourquoi éjecter, au prix fort, un CEO dont on ne remet pas en cause les qualités de manager (sauf peut-être les syndicats) pour embaucher l'inconnu. D'autant qu'il est affirmé que le salaire de Moreau sera réduit. Et qu'il pourrait même, dit-on, s'en accommoder. ■

POURQUOI IL DOIT PARTIR

L'image et le besoin de renouveau

Sans doute Stéphane Moreau n'est-il pas responsable entièrement des dérives pointées du doigt par la commission d'enquête dit le député PS Pierre-Yves Dermagne. Mais il y a contribué. « Pour le bien de l'entreprise et celui des 3 000 travailleurs, pour l'image de Nethys, à sa place je serais déjà parti », dit-il. « Mais il y a un nouveau CA. Et c'est à lui de prendre ses responsabilités dans le respect du droit. »

Même son de cloche, plus net, dans les plus hautes instances du MR. « Notre position n'a pas varié : nous voulons le départ de Stéphane Moreau », dit le porte-parole d'Olivier Chastel, faisant écho à la ministre De Bue qui expliquait hier préparer le décret qui devrait permettre au CA de Nethys de prendre des dispositions de séparation. « Stéphane Moreau a tout fait pour mettre Nethys hors de contrôle du giron public. Il y a eu les dérives salariales aussi. Symboliquement, ce n'est plus possible de travailler avec lui. Il va falloir trouver une nouvelle stratégie, une nouvelle dynamique. Et ce n'est pas l'homme qui peut incarner ce renouveau », ajoute le porte-parole de Chastel. ■

Le respect de la commission d'enquête

Sur la question du risque pour l'emploi, le cdH Dimitri Fourny est très clair. « Qu'on ne fasse pas croire que le départ immédiat de Stéphane Moreau fait courir un risque à la société. La commission d'enquête et l'audit ont montré qu'il n'y avait pas eu de vision stratégique, pas de plan financier. Nethys relève d'un assemblage de pièces dans lequel il y a eu des transferts de fonds dont la destination n'était pas celle voulue par les actionnaires. »

Autre problème relevé par la commission d'enquête et qui doit mener au départ du boss de Nethys, selon Dimitri Fourny : la gouvernance. « L'opacité était totale, il n'y a pas eu de transparence à l'égard des Communes et des Provinces. Pas de transparence non plus au niveau des rémunérations : le comité de rémunération aurait dû valider son salaire et cela n'a jamais été fait. Tout cela s'est fait sans vision d'avenir pour protéger un pré carré très particulier, pas celui des actionnaires. » ■

L'incarnation d'un système

Pour l'écolo Stéphane Hazée, c'est d'abord la question de la responsabilité qui doit amener au départ du patron de Nethys : « Il est à la tête d'un système, d'une nébuleuse basée sur la dissimulation qui a mis à mal l'intercommunale. Alors qui assume ? Le ministre Furlan, puis le gouvernement wallon dégoûté ont porté leur responsabilité. Et celui qui est la tête de tout ça ne la prendrait pas ? »

Hazée avance aussi le futur de l'entreprise : comment le nouveau conseil d'administration peut-il avancer avec celui qui conduit l'opérationnalité.

« Et puis, c'est aussi, au-delà de Nethys, un enjeu démocratique. Son maintien va aggraver la perte de confiance du citoyen dans les institutions, même avec un salaire raboté. Ce serait un signal inexplicable. Après ça, c'est le " tous pourris " assuré, et la désillusion citoyenne. » ■